

A l'AFEP

**Réponse du Front de Gauche de l'Enseignement supérieur et
de la Recherche**

Le Front de gauche défend l'indépendance de la recherche scientifique et réaffirme, pour la qualité du débat intellectuel et politique, son attachement à l'égal dignité entre disciplines, au pluralisme des idées, des concepts et des méthodes parce qu'ils sont les outils indispensables dont les citoyens ont besoin pour le progrès de la connaissance et pour lutter contre l'ignorance.

La politique de l'ESR conduite par Sarkozy depuis 5 ans, puisant ses racines dans le traité de Lisbonne et prônant un projet de société néo-libéral, a créé les conditions d'une mise en concurrence totale et délétère pour la recherche et l'enseignement supérieur en France. Les disciplines des sciences sociales et humaines, dont celle de l'économie, n'échappent pas, hélas, au « ranking » et autres effets pervers de la mise en concurrence entre laboratoire de recherche et chercheurs.

La situation est catastrophique pour les sciences économiques. Depuis plus de 20 ans, l'école de pensée néo-classique occupe une telle position hégémonique qu'à court terme, elle sera la seule à exister dans le champ de l'enseignement supérieur et de la recherche académique.

Cette situation est inacceptable et nécessite des mesures de réparation immédiates pour créer les conditions institutionnelles du pluralisme des courants de pensée et ainsi offrir aux étudiants la liberté du choix entre formations en économie et aux chercheurs, la liberté de choisir leurs axes de recherche. L'état doit être le garant du pluralisme intellectuel et du débat démocratique au sein des instances représentatives élues (CNESER, CoNRS) pour faire émerger des nouvelles disciplines répondant aux besoins et enjeux sociaux et environnementaux du XXIème siècle pour la France.

La domination d'une forme de pensée unique fondée sur le couple rationalité individuelle/marché efficient, inadaptée à la compréhension des enjeux du monde contemporain, est

aujourd'hui critiquée y compris Outre Atlantique ; aucun de ses axiomes ne s'est trouvé validé, particulièrement au moment de la première phase de la crise systémique. Comme d'autres domaines, les sciences économiques et sociales ont vu l'effet destructeur et stérilisant de l'asservissement scientifique à une logique marchande. Il n'existe pas un paradigme unique dans ces domaines qui doivent se nourrir en permanence de confrontations sans tabou ni balisage contraint. Le FDG s'engage à étudier les voies permettant d'assurer :

- une accession ouverte aux promotions de tous les courants de pensée (notamment pour le passage rang B/rang A) en supprimant l'agrégation,
- un meilleur fonctionnement du CNU pour s'assurer, y compris par la création sous proposition de ce dernier d'une nouvelle section « économie et société », que le pluralisme et l'articulation des problématiques économiques et sociales, qui forme une tradition française, puissent y trouver un renouveau favorable à la formation de nouvelles générations de citoyens et à la recherche novatrice,
- une évaluation et une prospective renouvelée et avec des critères élargis pour la reconnaissance des travaux des enseignants-chercheurs et chercheurs de ce champ.

Plus largement, le FDG agira pour déconnecter les recherches dans ce domaine de toute subordination au pouvoir politique. C'est aussi le sens de nouvelle loi que le FdG mettra en chantier et qui s'appuiera sur les travaux d'Assises de la recherche réunies dès le début du mandat. Ce processus fera appel à tous les acteurs de l'ESR et un questionnaire sans biais ni figure imposée sera élaboré et adressé à la communauté universitaire. Il devra balayer le champ des missions nouvelles, s'assurer que celles-ci sont conformes à la logique de service public, promouvoir la coopération dans toutes ses dimensions et assurer les conditions institutionnelles du pluralisme des courants de pensée.